



Déclaration FSU – FSSSCT D 62
Vendredi 20 décembre 2024

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres de la FSSSCT Départementale

Tout d'abord, la FSU souhaite exprimer son soutien aux collègues de Mayotte, et plus largement à la population de cet archipel, victimes d'une crise humanitaire sans précédent.

Cette instance de la Formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du Pas-de-Calais se tient alors que les problèmes s'accumulent à l'Education Nationale, à l'instar de ce que l'on observe dans le département. Nous voici pour la deuxième fois cette année sans gouvernement formé, à quelques semaines des travaux concernant la préparation de rentrée qui s'annoncent déjà chaotiques puisque nous n'avons ni gouvernement, ni budget, ni ministre, (*je ne sais pas si c'est pertinent*: peut être même plus de calendrier?). Alors que l'Education Nationale devait être la grande cause du quinquennat du Président Macron, nous n'avons jamais connu une telle dégradation des conditions de travail des personnels liée au manque de moyens constants et de considérations (voire de mépris) pour nos métiers. On ne compte d'ailleurs plus les ministres de l'Education Nationale : bientôt 8 en 4 ans ! Ce manque de stabilité, et les réformes instaurées dans l'urgence par chacun.e de nos ministres, soucieux de laisser trace de leur passage, mais n'ayant que faire de l'avis des professionnels sur le terrain, n'est pas de nature à nous redonner confiance en l'institution.

Le (déjà) ex gouvernement, ainsi qu'un ancien président de la République ont décidé de s'en prendre ouvertement aux fonctionnaires, les désignant comme boucs-émissaires d'une dette financière elle-même engendrée par une politique favorisant l'investissement privé. Les annonces et les propos de Guillaume Kasbarian, ex-ministre de la Fonction publique, ont suscité une grande colère dans la Fonction Publique, qui s'est sentie stigmatisée, alors même qu'elle est malmenée par des années de restrictions budgétaires, d'attaques statutaires et de politiques de déconstruction des services publics. Le passage à 3 jours de carence, et à 90 % de la rémunération en arrêt-maladie aurait des conséquences graves sur la santé des agents et leurs conditions de travail. Une fois de plus, c'est la santé des fonctionnaires qui est sacrifiée au nom de la rigueur budgétaire. Pourtant, les études ont montré que l'instauration d'un seul jour de carence avait eu pour effet, non pas de réduire les arrêts maladie, mais de rallonger les arrêts maladie de fonctionnaires épuisés. Pour les personnels de l'Education Nationale, ces mesures seraient d'autant plus vexatoires qu'un certain nombre de maladies épidémiologiques sont contractées sur les lieux de travail. Sans oublier les nombreux agents en congé maladie ordinaire à cause de leurs conditions de travail dégradées, comme en témoignent par exemple les fiches RSST 3522 et 3523 qui nous expliquent que 3 enseignantes d'une école ont été placées en arrêt durant 2 à 3 semaines suite à une altercation en conseil d'école. Cette mesure punitive montre que la défiance règne envers les agents de l'Education Nationale, considérés comme absentéistes. Est ce ainsi qu'on respecte des agents qui ont tenu et tiennent l'Ecole à bout de bras malgré les crises successives depuis plusieurs années?

Ces mesures envisagées par un gouvernement censuré, bien plus politiques que financières, auraient par ailleurs pour effet d'aggraver encore les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, bien plus touchées par les arrêts de travail. Les fonctionnaires, amenés à travailler plus longtemps en raison de l'allongement des carrières, verraient leurs conditions de travail et leur santé encore plus dégradées. Ces mesures sont inacceptables et la FSU s'engage pleinement pour qu'elles ne se mettent pas en place, il en va de la santé des personnels et du fonctionnement des services publics.

Par ailleurs, que dire de la volonté du gouvernement démissionnaire de supprimer 4035 postes dans l'enseignement, dont 3155 dans le primaire? Cette décision, qui s'inscrit dans une logique de réduction des dépenses publiques, aurait des conséquences dramatiques sur la qualité de l'enseignement et la surcharge de travail des enseignants. Ces suppressions de postes ne feraient qu'aggraver la situation déjà difficile dans nos écoles, où l'exigence de pédagogie et d'accompagnement se heurte à un manque cruel de moyens humains.

Toutes les mesures et réformes imposées dans l'éducation se succèdent sans une prise en compte de la réalité du terrain. Dans le département, les difficultés d'enseignement et d'accompagnement rencontrées par tous les personnels sont prégnantes et quotidiennes, elles continuent d'augmenter, comme en attestent les fiches RSST, tandis que les moyens et la reconnaissance se réduisent comme peau de chagrin. Nombre d'entre elles/eux se sentent abandonné.es et contraint.es d'improviser face à des situations de plus en plus complexes, alors que les besoins fondamentaux – en formation, en soutien psychologique, en ressources matérielles, en nombre de médecins du travail dans l'académie – ne sont jamais satisfaits.

Depuis septembre 2024, une grande partie des fiches RSST est liée aux Risques Psycho-Sociaux, en lien avec des situations explosives d'inclusion ou de tensions avec les usagers (élèves ou parents). Ces signalements font part d'agressions verbales et/ou physiques envers les personnels. Toutes et tous évoquent une grande dégradation des conditions de travail. Cette dégradation est le résultat d'un manque de moyens notamment pour accompagner l'école inclusive : manque d'AESH, manque de formation, manque de places dans des établissements spécialisés, manque de médecins et d'infirmières scolaires, manque de personnel au sein des RASED... mettant personnels et usagers sous tension. Ce manque criant de moyens continue d'abîmer l'engagement et la détermination des personnels qui témoignent alors de leur épuisement, de leur découragement, de leur perte de sens dans le métier. Il est incompréhensible que ces signalements donnent lieu à des solutions de bricolage. Ces situations doivent être immédiatement et automatiquement reconnues comme des accidents de service. Il n'est pas prévu lors de cette instance d'étudier la situation de toutes structures où les équipes se retrouvent mises à mal par ces conditions de travail désastreuses, mais les représentantes et représentants des personnels de la FSU vous alertent encore une fois sur l'épuisement des équipes et de leurs souffrances liées aux manques de moyens pour la réussite d'une véritable école inclusive. Monsieur le Président, aujourd'hui, il est plus qu'urgent de protéger immédiatement toutes et tous ces collègues en souffrance. Que proposez vous pour permettre à chacune et chacun de remplir dignement leurs missions ? La FSU vous demande, Monsieur le Président, de prendre les mesures nécessaires pour régler toutes ces situations de souffrance et de protéger tous les personnels. Elle vous alerte sur le risque de passer à côté d'une situation encore plus grave que les autres. En lisant certaines des fiches SST, le drame de Christine Renon revient en boomerang. Il n'est plus question de bricoler, de faire semblant comme si tout allait bien. Il n'est pas question non plus de remettre en cause le professionnalisme des collègues qui rédigent une fiche en lien avec la gestion d'un élève difficile. Souvent, le stade de la saisine du pôle ressource de circonscription a été fait; le dernier échelon de la rubrique « agir », c'est vous, Monsieur le Président.

Même si la situation actuelle ne nous permet pas de savoir quelle réforme sera reprise, maintenue ou quelle nouveauté sortira du chapeau du nouveau gouvernement, la FSU sera présente dès la reprise de Janvier pour continuer de combattre ces réformes délétères si elles devaient une nouvelle fois ressortir du placard, à l'image de notre nouveau premier ministre, tout comme elle combattrait toute nouvelle attaque contre les personnels, leurs droits et leurs statuts. Espérons que notre nouveau Premier Ministre ne tournera pas autour du « Pau » pour améliorer nos conditions de travail.